

66



# LE *lien*

## L'union de tous les âges

Bulletin de liaison de Ensemble & Solidaires - U.N.R.P.A., Fédération des Pyrénées Orientales - 4, rue du 14 juillet  
66000 Perpignan - Tél.: 04 30 82 59 86 - courriel: unrpa66@gbusiness.fr - Dépôt légal N° 11PR02 -

### LE CONGRÈS

NOTRE CONGRÈS  
NATIONAL S'EST  
DÉROULÉ DU 13 AU 17  
MAI, EN HAUTE SAVOIE.

Il a été riche  
d'enseignements,  
d'échanges  
d'expériences, de  
convivialité, de  
combativité.

2 motions ont été signées,

- l'une pour la paix dans le monde, et donnant la priorité à la diplomatie,
- l'autre sur la situation des retraités, et rappelant nos revendications.

### NOS ÉLUS

#### DÉPARTEMENTAUX :

**CNA** - Commission Nationale  
Administrative :  
Annie PETIT – Présidente  
Départementale

Annie SALVAT – Trésorière section  
de Perpignan

**CCF** - Commission Nationale de  
Contrôle financier :  
Thérèse ADOUE – Trésorière  
Départementale

Le tirage de la tombola a été  
effectué sous contrôle d'une  
huissière. **Les résultats sont publiés  
sur le site de l'association :**

[www.unrpa.fr](http://www.unrpa.fr)



## 33<sup>ème</sup> Congrès National

### 13 au 17 mai 2024

#### Saint-Jean-de-Sixt

*plus nombreux, plus forts*

### ÉDITO

## Plus nombreux, plus forts

C'était le mot d'ordre du congrès national de notre association qui vient de se terminer, en Haute Savoie. Plus nombreux pour protester, plus nombreux pour revendiquer, plus nombreux pour exister !

#### La situation des retraités ne cesse de se dégrader :

- Revalorisation des pensions inférieure à l'inflation
- Hausse de l'électricité, du gaz, des loyers, des carburants, de l'alimentation, des soins

Tous les moyens sont bons pour imposer des reculs sociaux.

Alors que les riches sont toujours plus riches, le gouvernement veut imposer des milliards d'économies en 2024 et 2025, au détriment du social, en fouillant dans les poches des plus pauvres.

Après la retraite à 64 ans, la désindexation des pensions sur l'inflation, il remet en cause les pensions de réversion, les affections de longue durée (ALD).

#### La résignation n'est pas de mise !

Pour peser sur les choix et mesures imposés par le gouvernement, il nous faut être plus nombreux, plus déterminés. Allons à la rencontre de nos voisins, de nos amis, pour les inviter à participer à nos activités de loisirs, et nous regrouper pour résister aux mauvais coups.

Annie PETIT

## COUPS BAS SUR LES RETRAITES ?



Un premier « *frein d'urgence* » des dépenses publiques a été activé à hauteur de 10 milliards d'euros pour l'année 2024. Mais le gouvernement prévoit de réaliser de nouvelles économies, 20 milliards, au dépend de la protection sociale et dans le budget des collectivités locales dont celui des mairies.

### NOS RETRAITES SONT-ELLES CONCERNÉES ?

Dès novembre 2023, les parlementaires de la majorité présidentielle ont lancé des travaux pour identifier de possibles réserves sur le budget, notamment celui de la protection sociale. Quelques pistes ont déjà été rendues publiques et entrent dans la préparation du budget 2025. Premiers concernés, les crédits d'impôts, en particulier celui qui allège le **coût des services**

**à la personne.** Ce qui signifie que le coût des aides ménagères, entre autres devrait augmenter l'année prochaine. Les **prix de l'énergie** jusque là, protégés, en partie, par le bouclier tarifaire, ont bondi, gaz et électricité sont appelés à augmenter. De plus, L'aide à la rénovation énergétique, *MaPrimeRenov'*, ne serait pas pérennisée, touchant les plus modestes d'entre nous, ceux dont l'habitat est vétuste.

Plus grave encore, dans le cadre de la protection sociale, la **piste des affections de longue durée** (ALD), autrement dit les maladies chroniques comme le diabète, les problèmes cardio vasculaires, cancers... qui frappent 12 millions de patients en France, actuellement prises en charge à 100% par la Sécurité Sociale, ont fait l'objet d'une enquête du Ministère des Finances qui s'appuie sur deux chiffres : 20% des assurés sont concernés qui représentent 66% des dépenses de l'assurance maladie. Mais point d'examen ni de réflexion sur les prix exorbitants de certains médicaments, que font payer les laboratoires... Devant le tollé provoqué chez les associations de patients comme de médecins, la possibilité de réduire la prise en charge des ALD a été écarté pour le moment.

N'oublions pas le **doublage des franchises médicales**, dont celui des transports sanitaires afin d'encourager le recours au « *transport sanitaire partagé* ». Les dispositifs médicaux (ex.appareils contre l'apnée du sommeil, implants, etc...) seraient aussi dans le collimateur de Bercy. Les dépenses de santé auront un coût certain pour les retraités !

Mais l'un des plus gros enjeux demeure la remise en question de la revalorisation automatique des prestations sociales indexées sur les prix à commencer par les retraites ! L'idée d'une progression inférieure à l'inflation est maintenue par le Ministère des Finances. Ce qui laisse à penser que les retraites pourraient faire l'objet d'une désindexation en 2025.

Or qu'est-ce qu'une désindexation des retraites et de l'ensemble des prestations sociales si ce n'est une **baisse de revenu disponible** pour les ménages dont les retraités ?

**Finalement les budgets les plus modestes, seront les plus impactés** comme toujours.

## PALAU DEL VIDRE

### COMPTE-RENDU de l'ASSEMBLEE GENERALE 2024

**C'est le jeudi 22 février qu'a eu lieu l'assemblée générale de la section de Palau** en présence d'une soixantaine d'adhérents et sympathisants qui attendaient vivement la rumeur qui suivait cette réunion administrative. M. le Maire, président d'honneur a été excusé.

Après avoir remercié la municipalité pour son aide matérielle ainsi que son soutien moral et annoncé le plan de la réunion, la secrétaire a présenté le bilan moral de l'année 2023 : 69 adhérents, la répartition de la cotisation annuelle, le temps présentiel des bénévoles qui tourne autour de 300 h/an.

Puis, les trésoriers ont donné le bilan financier des dépenses et des recettes avec un solde positif pour la fin décembre. Au niveau des activités, outre les fêtes célébrées par un goûter amélioré et un cadeau à chaque adhérent, une sortie culturelle au cirque d'Ukraine a été proposée, la journée cabaret à Sète été annulée en raison de son coût et de la faiblesse des inscriptions.

Cependant, 33 personnes ont participé à la Semaine Bleue qui ont fort apprécié la qualité du spectacle qui se déroulait à Thuir. Les billets de la tombola départementale ont tous été vendus.

Les différents rapports ont été votés à l'unanimité. Mme Annie Petit, présidente départementale, a conclu la séance

par un point sur les situations sociales, internationales et les interventions de l'UNRPA, pour défendre les personnes retraitées auprès des instances nationales.

Le bureau actuel enregistre la permutation de poste entre la trésorière qui a longtemps œuvré à la bonne marche de l'association et son adjointe, suivi des applaudissements nourris de la salle.

**La composition du bureau est donc votée à l'unanimité.**

#### Bureau 2024

- Président d'honneur : Bruno Galan , Maire
- Présidente : Mme Sabrina Ros Parra
- Vice Présidente : Mme Jocelyne Zackarewichz
- Trésorière : Mme Alice Toure
- Trésorière Adjointe : Mme Paulette Médus
- Secrétaire : Mme M. Ange Badié
- Secrétaire Adjointe : Mme Nicole Montier
- Membre honoraire : Mme Noelle Nicoletti



## LA PENSION DE RÉVERSION EN DANGER !



Le COR (conseil d'orientation des retraites) est une instance chargée d'analyser et de suivre les perspectives à moyen et long terme du système des retraites françaises. Le COR est composé de personnalités diverses (parlementaires, hauts fonctionnaires, militants patronaux et syndicaux ...) A sa tête un président nommé fin 2023 (son prédécesseur étant mis à l'écart par le gouvernement car moins fataliste sur l'avenir des retraites françaises).

Ce nouveau président du COR fait grincer les dents des syndicats. Ceux-ci craignant surtout que ce dernier ne cherche à noircir le tableau avec de nouvelles méthodes dans un seul but d'insinuer que seules des réformes douloureuses sont nécessaires.

Les syndicats le soupçonnent de vouloir mettre en exergue des scénarios parvenant au constat que le système de retraites va rester durablement déficitaire ce qui légitimera de rudes mesures.

Ces hypothèses de déficit risquent de servir de prétexte au gouvernement pour dire "on n'a pas été assez loin, il faut de nouvelles réformes" notamment des pensions de réversion.

En effet le Gouvernement a demandé au COR un rapport sur l'évolution envisageable des droits familiaux et conjugaux. Ce qui montre que la réversion est bien dans le collimateur d'un gouvernement qui cherche partout à faire des économies

La pension de réversion est bien la cible du gouvernement avec les bonifications familiales et conjugales

Il faut s'assurer que toute réforme préserve le niveau de vie des survivantes et survivants sans compromettre leur sécurité financière

Il est essentiel de rester vigilants.

## ALENYA



### CALÇOTADA BIEN ARROSÉE POUR L'UNRPA

Journée pluvieuse... journée heureuse, en ce samedi 9 mars, pour le voyage spécial « calçotada » de l'UNRPA. Tôt le matin, c'est sous la pluie que le bus ramassa un groupe de Pianencs et un d'Alényanais et pris la route vers l'Espagne en direction de Rosas pour une visite du marché de la ville. C'est bravant la pluie et un fort vent marin que le groupe parcouru les allées du marché local. Vers midi, c'est au chaud et au sec dans le bus que le groupe reprit la route vers le restaurant CAN PAU qui les attendait pour un repas spécial « calçotada ».

D'abord impressionnés par la grandeur, la beauté et le volume des salles de l'établissement qui les accueillait, les convives se sont ensuite mis à table pour se régaler des calçots, escargots à la catalane, joues de porc et autres douceurs composant le menu dans une ambiance festive: une animation musicale invitant à la danse une grande partie des convives. Après quoi, nos voyageurs ont repris la route « toujours sous la pluie » pour la Jonquera où chacun a pu faire quelques emplettes. La journée s'est terminée par un retour vers la France « toujours sous la pluie » fatigués mais heureux d'avoir passé une excellente journée. Rendez-vous le dimanche 24 mars pour notre repas de printemps.

## LE SOUTIEN PUBLIC AUX PERSONNE ÂGÉES

### La cour des comptes propose de remettre à plat les dispositifs de soutien aux services à la personne.

Plusieurs scénarios sont envisagés pour repenser le crédit d'impôts pour un meilleur ciblage de la dépense fiscale.

Selon elle, les résultats sont décevants, la lutte contre le travail au noir n'est pas vraiment efficace.

La complexité des démarches pour mettre en place le CESU, fait que les demandeurs se rabattent sur les associations.

Le crédit d'impôts est calculé selon les revenus des bénéficiaires, il devrait être revu à la baisse et recentré sur les seules activités de la vie quotidienne.

### Un second scénario est envisagé, il prévoit de modifier les paramètres du crédit d'impôts selon les activités concernées ou selon les caractéristiques du contribuable.

En résumé, il faut s'attendre à une baisse conséquente de l'aide ce qui induit que se sont les plus défavorisés qui seront les plus lésés.

## PROJET DE LOI LOGEMENT KASBARIAN

### LES PLUS PAUVRES, À LA RUE...

Le texte, présenté vendredi 3 mai en conseil des ministres, entend « développer l'offre de **logements intermédiaires** » destinés à la **classe moyenne supérieure**; Il ne prévoit pas de relancer l'effort de construction de logements réellement sociaux. (**2600000 demandes de logements sociaux sont actuellement enregistrées**). Ce projet de loi marque le désengagement de l'État dans le logement social et cible les ménages les plus précaires.

Elle prévoit également d'intégrer le logement intermédiaire dans la réforme SRU qui impose aux communes 20 à 25 % de logement social. 650 communes déficitaires en logement social pourront utiliser cette facilité, et ne plus construire de logement social, mais seulement du logement intermédiaire.

### L'introduction des logements intermédiaires dans les quotas SRU n'est pas acceptable.

Le Conseil national de l'habitat a émis un avis défavorable au projet de loi Kasbarian 2, par 23 voix contre, 14 abstentions et 10 voix pour.

### Cette loi va aggraver la situation des ménages les plus précaires qui ont déjà beaucoup de mal à accéder au logement social.

Guillaume Kasbarian a annoncé ces dernières semaines qu'il allait s'attaquer au « logement social à vie », c'est-à-dire en faire sortir tous ceux qui dépassent les plafonds de ressources, *Alors que le contrôle de revenus des ménages existe déjà depuis longtemps.*

La Fédération des acteurs de la solidarité, l'Union sociale pour l'habitat (USH) et la fondation Abbé-Pierre, les associations de locataires ont répété collectivement leur opposition à l'intégration des logements locatifs intermédiaires dans les objectifs de la loi SRU. *Et publié un communiqué commun.*

*"Privilégier des logements intermédiaires hauts de gamme, à des loyers à peine inférieurs aux loyers de marché, constitue une profonde erreur. Les classes moyennes en difficultés, celles qui travaillent et n'y arrivent plus à la fin du mois, qui gagnent un à deux SMIC, sont déjà éligibles au logement social. Substituer du logement intermédiaire au logement social revient à faire reculer les chances des classes populaires et moyennes fragilisées d'accéder à un logement décent.*

*La loi SRU a fait les preuves de sa pertinence et elle doit désormais être pleinement appliquée par toutes les communes. Plus de 1 000 communes sont encore en retard sur leur objectif et certaines d'entre elles, depuis deux décennies, se dérobent encore à leurs obligations de solidarité. L'urgence ne devrait pas être son détricotage, mais tout au contraire son renforcement."*



**FORMATION**  
EN INFORMATIQUE

**FORMATION INFORMATIQUE AU  
SIÈGE DÉPARTEMENTAL  
DE L'ASSOCIATION**